

Préavis de grève du 13 décembre 2017 Pour l'honneur du service public

Au prétexte d'économies à réaliser, l'État et la présidence de France Télévisions préparent une asphyxie de l'entreprise, ainsi qu'un démantèlement partiel.

Les syndicats signataires s'insurgent contre la situation dramatique que les salariés risquent d'affronter. Ils dénoncent la stratégie de dénigrement de France Télévisions assumée par le chef de l'État en personne. "L'audiovisuel public est une honte" selon des propos rapportés par l'Express.

Le Contrat d'Objectifs et de Moyens signé entre l'État et la direction de l'entreprise prévoit déjà la suppression de 500 postes d'ici à 2020, dont 180 en 2018. Le gouvernement, dans le cadre du budget 2018, exige davantage et veut amputer les ressources de l'audiovisuel public de 80 M€, dont 50 M€ pour France Télévisions au budget 2018. Voilà qui n'épargnera aucun secteur de l'entreprise.

Les organisations syndicales signataires exigent :

- L'abandon des projets de restructuration ou d'externalisation tels que : l'arrêt de France Ô et le transfert des Outremer 1ères, France 4 sur le Web, la holding FTV/Radio France, la fusion des antennes régionales de France 3 et des France Bleu, la cession de retransmissions sportives majeures à des groupes privés... Ces projets concoctés au niveau du ministère ou des directions des entreprises vont à l'encontre du développement du service public audiovisuel
- La préservation et le développement d'un outil de production pour la fabrication de tous les genres de programmes. Le maintien de la totalité des sites de production ;
- Le maintien de toutes les éditions, locales, régionales et nationales de France 3, ainsi que la préservation de l'ensemble du maillage régional ;
- Le développement des programmes fabriqués en interne en région et dans les outre-mer ;
- La sauvegarde des conditions de travail et de l'emploi dans les secteurs administratifs et financiers ;

- La suspension de la mise en œuvre du plan de fusion des rédactions nationales (Info 2015), dans l'attente d'un bilan sur les deux premières phases ;
- La pérennisation du réseau des correspondants régionaux de France 2 ;
- Le maintien des moyens engagés sur les magazines d'information, et la réduction de l'externalisation des tournages sur l'ensemble des magazines ;
- Au Siège, un rééquilibrage du ratio filière encadrement / filière reportage, au profit des équipes de terrain ;
- Le maintien au sein de France Télévisions des CDD et pigistes, dont le travail est indispensable au bon fonctionnement de toutes les éditions ;
- Un financement à la hauteur des ambitions de Franceinfo ; des créations de postes dans le respect de l'intégrité des métiers définis en 2013 par l'accord collectif.

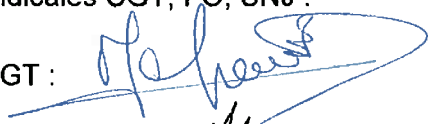
Les mesures d'économies envisagées rendent l'entreprise FTV, déjà sous haute tension, ingérable. Des locales aux rédactions nationales, des stations régionales aux stations ultra-marines, des magazines à la chaîne info, de la filière de production aux secteurs administratifs, le ras-le-bol est général, les salariés n'acceptent plus de servir de variable d'ajustement.

Pour dénoncer cet état de fait et exiger de l'actionnaire et de la direction de l'entreprise l'arrêt immédiat de ce plan de destruction méthodique de notre entreprise de service public, les syndicats appellent à une première journée de mobilisation le 13 décembre 2017, jour du CCE de France Télévisions, à compter de 08h00 pour une durée de 24h.

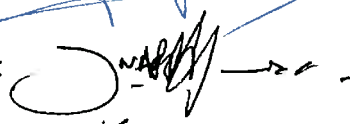
Paris, le 7 décembre 2017

Pour les organisations syndicales CGT, FO, SNJ :

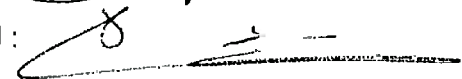
Marc Chauvelot, DSC CGT :



Océan GAENIER DSC FO :



Serge Cimino, DSC SNJ :



*Reçu le 7.12.2017 pour les
services d'arc.*

francetélévisions
Arnand LESAUNIER
 Directeur Général Délégué
 Ressources Humaines et Organisation